

Le concept de développement

Bernard Conte

mel : u-bordeaux4.fr

site web : <http://conte.u-bordeaux4.fr>

Avec la révolution industrielle qui marque l'avènement d'un processus continu d'accroissement de l'activité économique, l'intérêt de certains penseurs s'est porté sur l'étude des phénomènes économiques.

« Durant le siècle qui suivit la publication de La Richesse des Nations d'Adam Smith, le développement du capitalisme a été au centre de la pensée économique; c'était la préoccupation fondamentale de l'économie politique classique »¹.

Par la suite, le processus de croissance manifestant une tendance à l'auto-entretien, la théorie économique a pu se désintéresser des problèmes spécifiques du développement au profit d'analyses centrées *« sur les conduites des producteurs individuels et des consommateurs sur des marchés parfaits ou imparfaits, ainsi que ... l'instabilité cyclique du capitalisme »². « A la même période, à la suite des premiers jalons jetés par Marx, la pensée marxiste élaborera la théorie de l'impérialisme mais celle-ci, si essentielle qu'elle soit pour la compréhension du sous-développement, ne constitue que l'introduction à l'analyse de celui-ci »³.*

Ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale que le développement reprend sa place au sein de la pensée économique. Mais il s'agit, dès lors, du développement des pays n'ayant pas atteint le stade industriel que l'on qualifie alors de sous-développés.

Le développement économique

Dans la phase de construction de la pensée par les pionniers du développement, croissance économique et développement étaient synonymes. Le développement signifiait l'obtention d'une croissance économique significative sur une longue période. Ainsi, dans son ouvrage, *Les étapes de la croissance économique*, Rostow définit le processus universel de

¹ Osvaldo Sunkel : « L'évolution de la pensée en matière de développement. Exposé général »; in : *L'évolution de la pensée sur le développement*; Bulletin de liaison de l'OCDE, n°1, 1977, p.11.

² Ibidem p.11.

développement des nations à partir de la croissance. La sortie du sous-développement implique avant tout un grand effort d'investissement. Le concept de développement est réduit à sa dimension économique : la croissance du revenu réel par habitant dans les pays du Sud.

La croissance et le développement

Les économistes ont été amenés à distinguer le développement et la croissance. Selon François Perroux, la croissance est « *l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global net en termes réels* »⁴. Par contre, « *le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux qui rendent la nation apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global* »⁵.

Même si le développement implique la croissance, il ne peut se réduire à celle-ci. La croissance « *représente certes la dimension prédominante du concept, mais ne suffit pas pour rendre compte des autres dimensions que le développement incorpore. La croissance est d'ordre quantitatif et se traduit par l'augmentation des grandeurs économiques, considérée comme l'une des multiples composantes du phénomène complexe qu'est le développement. Même si la croissance demeure le préalable à tout effort de développement dans la mesure où toute amélioration du niveau de vie ou du bien-être social passe nécessairement par l'augmentation des quantités produites et l'accroissement correspondant des revenus, il s'avère important de préciser que le développement est bien plus que la croissance. Le développement, au delà du concept de croissance qui est d'ordre quantitatif et mesurable, postule aussi des idées de qualité qui, d'ailleurs, échappent à toute mesure et débordent le champ de l'analyse économique. Il implique une hausse du bien-être social, des changements dans les structures (la qualification de la main-d'oeuvre s'accroît, l'organisation de la production se complexifie) et finalement une mutation de la société toute entière. Il passe, comme le souligne Frédéric Teulon, par l'urbanisation, l'industrialisation, l'alphabétisation et la formation et produit au confluent de cette combinaison un système plus efficace (par accumulation de richesses) où les besoins humains se révèlent mieux satisfaits* »⁶.

³ Gérard Destanne de Bernis : « Le sous-développement, analyses et représentations », *Revue Tiers Monde*, n° 57, janvier-mars 1974, p.106.

⁴ in : *Dictionnaire économique et social*, Paris, Hatier, 1990, p.115.

⁵ François Perroux, *L'économie du XXème siècle*, Paris, PUF, 1964, p. 155.

⁶ Jean Ronald Legouté, *Définir le développement : historique et dimensions d'un concept plurivoque*, Cahier de recherche Vol. 1, n° 1, Montréal, Groupe de recherche sur l'intégration continentale, Université du Québec, Février 2001, p. 15-16. Frédéric Teulon, *Croissance, crise et développement*, Paris, Presses universitaires de France, 1992.

Ainsi, le concept de développement apparaît plus englobant que celui de croissance, en ce sens qu'il implique la croissance mais au-delà, met l'accent sur la satisfaction des besoins fondamentaux, la réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté. Le développement ne peut s'opérer sans croissance mais « *une croissance sans développement* » est envisageable pour certains.

La dimension socioculturelle du développement

A la fin des années 1960, s'opère une rupture par rapport à la vision et aux pratiques antérieures du développement caractérisées par un économisme technocratique. Le développement devient « *la projection du désir devenu la projection du désir et du délire du Tiers Monde, toutes les constructions possibles pourraient s'abriter désormais derrière ce concept qui, vidé de son contenu réel/rationnel, perd toute rigueur et devient le point de mirage de toutes les aspirations* »⁷.

« *Ainsi, le concept de développement, en intégrant le social et l'humain, subit une véritable révolution sémantique. Au développement tout court confiné dans le contenu sémantique exclusivement économique qui le simplifiait outrancièrement, on associera désormais des épithètes qui témoignent du droit à l'expression des valeurs culturelles des civilisations issues de l'histoire et des situations sociales spécifiques des sociétés émergentes. Ainsi, à la notion de self-reliance, d'autonomie ou développement autocentré qui fit son entrée dans la littérature du développement, se succèdent les concepts de développement endogène, développement solidaire, communautaire, intégré, authentique, autonome et populaire, durable, humain, harmonisé, participatif, global, l'écodéveloppement, l'endo-développement, l'ethnodéveloppement et pour finir, le développement socialiste* »⁸.

Ces qualificatifs accolés au terme développement traduisent la nécessité d'intégrer de nouvelles dimensions dans le processus de développement qui doit bénéficier à l'ensemble des populations. Ces expressions intègrent dans bien des cas une dimension idéologique qui suggère les objectifs à atteindre ainsi que les voies pour y parvenir.

Le développement humain

Le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) propose la notion de développement humain. « *Le développement humain ne se limite pas, loin s'en faut, à la progression ou au recul du revenu national. Il a pour objectif de créer un environnement dans*

⁷ Serge Latouche, *Faut-il repenser le développement ?* Paris, PUF, 1986, p. 10.

⁸ Jean Ronald Legouté, *Définir le développement : historique et dimensions d'un concept plurivoque*, p. 17-18.

lequel les individus puissent développer pleinement leur potentiel et mener une vie productive et créative, en accord avec leurs besoins et leurs intérêts. La véritable richesse des nations, ce sont leurs habitants. Le rôle du développement consiste donc à élargir les possibilités, pour chacun, de choisir la vie qui lui convient. Ce concept dépasse ainsi largement celui de croissance économique. En effet, celle-ci n'est qu'un moyen — aussi important soit-il — d'accroître ces choix »⁹.

Le concept de développement humain traduit une préoccupation ancienne : placer l'homme au centre du processus de développement. Ce rappel prend toute sa valeur dans un contexte néolibéral où le respect des grands équilibres macroéconomiques reste la priorité pour les pays du Sud.

Le développement durable/soutenable

Avec la publication du rapport Brundtland¹⁰ (1987) est apparu le concept de développement durable. Selon ce rapport, « *le développement durable répond aux attentes des générations présentes à satisfaire leurs besoins sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». Le développement durable postule qu'un développement à long terme n'est viable qu'en conciliant trois aspects indissociables :

- le respect de l'environnement
- l'équité sociale
- la rentabilité économique.

Concrètement, le développement durable met en lumière la nécessité de maintenir ou d'améliorer la qualité de l'environnement naturel, d'assurer la pérennité des ressources, de réduire les différences de niveau de vie des populations, de favoriser l'autosuffisance des communautés, et de permettre le transfert des connaissances ou des richesses (y compris les richesses naturelles) d'une génération à l'autre.

La décroissance

Un courant plus radical critique la notion de développement durable et propose non pas une croissance zéro¹¹, mais la décroissance.

⁹ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2001*).

¹⁰ Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED), 1988. *Notre avenir à tous*, Éditions du Fleuve / Les publications du Québec, Montréal.

¹¹ On se souvient de la publication en 1972, du rapport du club de Rome (ou rapport Meadows) *Halte à la croissance ?* qui introduisait la notion de « croissance zéro ». Les tenants de la décroissance estiment que cet objectif est insuffisant.

« Pour les uns, le développement soutenable/durable, c'est un développement respectueux de l'environnement. L'accent est alors mis sur la préservation des écosystèmes. Le développement signifie dans ce cas, bien-être et qualité de vie satisfaisants, et on ne s'interroge pas trop sur la compatibilité des deux objectifs, développement et environnement. Cette attitude est assez bien représentée chez les militants associatifs et chez les intellectuels humanistes. La prise en compte des grands équilibres écologiques, doit aller jusqu'à la remise en cause de certains aspects de notre modèle économique de croissance, voire même de notre mode de vie. Cela peut entraîner la nécessité d'inventer un autre paradigme de développement (encore un ! mais lequel ? On n'en sait rien). Pour les autres, l'important est que le développement tel qu'il est puisse durer indéfiniment. Cette position est celle des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi-totalité des économistes¹² ».

En fait, il apparaît que le développement (durable) « ne peut en aucun cas être séparé de la croissance économique¹³ ». Or, « la société de croissance n'est pas souhaitable pour au moins trois raisons : elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-être largement illusoire ; elle ne suscite pas pour les « nantis » eux-mêmes une société conviviale, mais une anti-société malade de sa richesse¹⁴ ».

Dans ces conditions, la décroissance devient une nécessité. « Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative, expression antinomique et absurde qui voudrait dire à la lettre : « avancer en reculant »... La décroissance n'est donc envisageable que dans une « société de décroissance » dont il convient de préciser les contours¹⁵ ». « On peut, s'inspirant de la charte « consommations et styles de vie » proposée au Forum des organisations non gouvernementales (ONG) de Rio lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de 1992, synthétiser tout cela dans un programme en six « r » : réévaluer, restructurer, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Ces six objectifs

¹² Serge Latouche, « A bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale ! », <http://www.decroissance.org/textes/latouche.htm>, consulté le 31 août 2004.

¹³ Nicholas Georgescu-Roegen, cité par Serge Latouche, art. cit.

¹⁴ Serge Latouche, « Pour une société de décroissance », *Le Monde diplomatique*, novembre 2003, pp.18-19.

¹⁵ Serge Latouche, « Pour une société de décroissance », art. cit. « Une politique de décroissance pourrait consister d'abord à réduire voire à supprimer le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant (donc une « relocalisation » de l'économie) ; celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste ; celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale : autant de réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle ».

interdépendants enclenchent un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable. On pourrait même allonger la liste des « r » avec : rééduquer, reconvertir, redéfinir, remodeler, repenser, etc., et bien sûr relocaliser, mais tous ces « r » sont plus ou moins inclus dans les six premiers¹⁶ ».

La décroissance implique un changement radical de modèles de consommation, de production et de mode de vie en général. Pour ce faire, il faut « *littéralement sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause sa domination sur le reste de la vie, en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes¹⁷* ». Il faut donc créer un « homme nouveau », comme d'aucuns ont déjà tenté de le faire par le passé.

La dimension politique du développement

« Partant de l'idée que le développement implique une politique systématique et cohérente de l'État dans le but de promouvoir le progrès économique et social d'un peuple, il devient clair que le contenu du concept ne saurait, en aucun cas, se dissocier des impacts produits par l'intervention des pouvoirs publics dans le processus de développement »¹⁸. La dimension politique du développement se focalise autour du rôle de l'Etat au sein du processus de développement. Ce rôle a fait l'objet de grands débats. La contre-révolution néoclassique a tout d'abord prôné la réduction drastique du rôle de l'Etat au profit du marché. Devant les échecs, les néoclassiques ont du au moins implicitement reconnaître la dimension politique du développement notamment à travers la « *bonne gouvernance* ».

Au total, le développement se présente comme un phénomène dynamique complexe et multidimensionnel.

¹⁶ Serge Latouche, « Pour une société de décroissance », art. cit.

¹⁷ Serge Latouche, « Pour une société de décroissance », art. cit.

¹⁸ Jean Ronald Legouté, *Définir le développement : historique et dimensions d'un concept plurivoque*, art. cit. p.22.